

**RAPPORT N° 2024/6-05
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024**

OBJET

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE DE SAINT-DENIS - APPROBATION DES TERMES DES DECISIONS DE POURSUIVRE N° 1 ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

Par décision n°2022/2-04 du bureau communautaire du 08 Avril 2022, l'accord-cadre à bons de commande pour des travaux d'amélioration des réseaux d'eau potable de Saint-Denis a été attribué à :

- RUNEO / OUEST BTP pour le lot 1 : Pose de réseau AEP et équipements hydromécaniques
- BTOI pour le lot 2 : Réfection de chaussée définitive

La notification du marché 22/34 a été prononcée le 3 Mai 2022 pour une durée d'un an reconductible deux fois pour les deux lots.

La poursuite du marché public, bien que le plafond des dépenses autorisées soit atteint, est indispensable pour garantir la gestion des demandes ponctuelles et non programmables sur le réseau de la ville de Saint-Denis, d'autant qu'il reste encore cinq mois avant le démarrage du nouveau marché. L'atteinte du montant maximum des dépenses rend impossible toute intervention future en cas d'urgence, exposant les usagers à des risques graves liés à des dégradations imprévues du réseau. Ces travaux, par nature imprévisibles, ne peuvent être différés sans générer des coûts supplémentaires significatifs ni provoquer des conséquences opérationnelles lourdes, notamment durant cette période transitoire critique.

Ce marché, attribué selon la procédure adaptée, a permis de répondre efficacement aux besoins imprévus jusqu'à présent. De plus, l'augmentation du montant maximum autorisé ne concerne que la dernière année contractuelle, ce qui limite son impact global tout en assurant la continuité des interventions.

Il convient d'augmenter les quantités du marché jusqu'à l'échéance de celui-ci, soit le 3 Mai 2025.

Les présentes décisions de poursuivre au marché n°22/34 pour les lots 1 et 2 ont pour objet de :

- Abonder les quantités estimatives du marché pour les lots 1 et 2 par rapport aux quantités initiales sur le fondement de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique visé à l'article 18.1 du cahier des charges. afin de pallier l'atteinte prématurée du marché.

Cette décision de poursuivre n° 1 a été calculée sur la base du montant maximum du marché pour :

Lot 1 : Pose de réseau AEP et équipements hydromécaniques

Montant maxi du marché Lot 1 : 950 000,00 € HT

Décision de poursuivre n° 1 : 25 % x 950 000,00 € HT = 237 500,00 € HT

Nouveau montant du marché : 950 000,00 € HT + 237 500,00 € HT = 1 187 500,00 € HT

Lot 2 : Réfection de chaussée définitive

Montant maxi du marché Lot 2 : 250 000,00 € HT

Décision de poursuivre n° 1 : 25 % x 250 000,00 € HT = 62 500,00 € HT

Nouveau montant du marché : 250 000,00 € HT + 62 500,00 € HT = 312 500,00 € HT

- De financer les dépenses liées à l'exécution des prestations sur cette période, selon les conditions du marché en cours

Les présentes décisions de poursuivre pour les lots 1 et 2 prendront effet à compter de leur notification.

Toutes les autres clauses du marché 22/34, conclu en date du 3 Mai 2022, non modifiées par les présentes décisions de poursuivre demeurent applicables et inchangées.

Je vous demande par conséquent :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-05-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

- d'augmenter les quantités du marché en approuvant la décision de poursuivre pour le lot 1 pour un montant supplémentaire de 237 500,00 € HT portant ainsi le montant total du marché à 1 187 500,00 € HT ;
- d'augmenter les quantités initiales du marché en approuvant la décision de poursuivre pour le lot 2 pour un montant supplémentaire de 62 500,00 € HT portant ainsi le montant total du marché à 312 500,00 € HT ;
- d'autoriser le président à signer les décisions de poursuivre pour les lots 1 et 2

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2024/6-05
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

OBJET :

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE DE SAINT-DENIS - APPROBATION DES TERMES DES DECISIONS DE POURSUIVRE N°1 ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/6-05 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-05-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'augmenter les quantités initiales du marché en approuvant la décision de poursuivre pour le lot 1 pour un montant supplémentaire de 237 500,00 € HT portant ainsi le montant total du marché à 1 187 500,00 € HT ;

ARTICLE 2

D'augmenter les quantités initiales du marché en approuvant la décision de poursuivre pour le lot 2 pour un montant supplémentaire de 62 500,00 € HT portant ainsi le montant total du marché à 312 500,00 € HT ;

ARTICLE 3

D'autoriser le président à signer les décisions de poursuivre pour les lots 1 et 2

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **23** DEC 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion

Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20241212-BC2024-6-05-DE Date de télétransmission : 24/12/2024 Date de réception préfecture : 24/12/2024
--